

## THEMA

REGARDS

MIGRATIONS

# Des morts annoncées

David Angel

**Depuis novembre 2014, l'opération européenne « Triton » est censée remplacer l'opération militaro-humanitaire italienne « Mare Nostrum » et sauver des vies de migrants en Méditerranée. Vivement critiquée depuis le début, elle a clairement montré ses limites il y a un peu plus d'une semaine.**

Lancée le 15 octobre 2013, suite au naufrage survenu deux semaines plus tôt au large de Lampedusa - qui avait coûté la vie à 366 personnes -, l'opération Mare Nostrum était menée par la marine italienne. Mission militaro-humanitaire, elle était destinée à la fois à secourir les migrants en difficulté et à dissuader les passeurs. D'abord critiquée pour son nom rappelant à la fois l'Empire romain et le fascisme italien - le même nom avait été utilisé par l'Italie pendant la Seconde Guerre mondiale -, l'opération était un plein succès : en un an, elle aurait permis de sauver plus de 113.000 migrants, selon l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme. En même temps, 351 passeurs ont été arrêtés par la marine italienne. En 2014, 170.000 personnes débarquent sur les côtes italiennes - un record, mais rien d'anormal au vu de la situation internationale. Plus de trois mille ont trouvé la mort en Méditerranée cette même année.

Pour le gouvernement italien, Mare Nostrum avait un problème de taille : son coût de plus de 9 millions d'euros par mois. L'Union européenne n'apportait qu'une aide dérisoire, et n'était pas prête à l'augmenter. L'opération prend donc fin au premier novembre 2014, afin d'être remplacée par une mission financée

par l'Union européenne et menée par l'Agence européenne de contrôle des frontières extérieures (Frontex) : l'opération Triton.

Nettement moins ambitieuse, Triton ne coûte qu'un tiers de ce qu'a coûté la première opération. Ce n'est pas la seule différence : si Mare Nostrum avait comme objectif explicite le sauvetage des migrants en difficulté, il n'en est rien chez Triton. La nouvelle mission est destinée à surveiller les frontières extérieures de l'Europe. Si les patrouilles déployées pour Mare Nostrum surveillaient une grande partie de la Méditerranée et s'aventuraient quasiment jusqu'aux côtes libyennes, les bateaux de Frontex restent dans les eaux italiennes. Ils n'ont pas de mandat pour procéder à des sauvetages en haute mer.

## Premier échec

Lundi 9 février, l'opération Triton a connu son premier grand échec : 29 personnes sont mortes de froid dans un bateau pneumatique à bord duquel se trouvaient 105 migrants. A 110 milles nautiques au sud de la Sicile, six heures ont passé entre le premier appel et l'arrivée des secours. En effet, les deux navires responsables de la surveillance de cette zone dans le cadre de Triton étaient en ravitaillement, l'un à Malte, l'autre en Sicile. Dans l'après-midi du lundi, le bilan s'alourdit : deux autres Zodiacs, partis de Libye en même temps que le premier, se retrouvent en difficulté. L'un se renverse, l'autre se dégonfle à l'avant. Au moins 203 personnes disparaissent. Selon des migrants qui ont pu être secourus, un quatrième bateau serait parti en



PHOTO : COAST GUARD NEWS/FICKR



La mort ou la disparition de près de 330 migrants le 9 février - une tragédie annoncée ?

même temps - il reste introuvable. Selon la presse italienne, près de 330 personnes auraient pu trouver la mort.

Dans une question parlementaire urgente du 12 février, les députés déi Lénk Serge Urbany et Justin Turpel ont interpellé à nouveau le ministre des Affaires étrangères sur les insuffisances de l'opération Triton : « Êtes-vous d'accord pour constater que la mission humanitaire de l'opération « Mare Nostrum » devrait être reprise d'urgence par tous les moyens possibles, ceci afin de sauver le maximum de vies humaines ? », demandent-ils, en continuant : « Êtes-vous d'accord pour intervenir au Conseil européen afin que les moyens financiers nécessaires à cette fin soient mis à disposition de l'Italie, ou bien que l'Union européenne prenne directement en charge cette mission humanitaire urgente ? »

Dans sa réponse, Jean Asselborn reste vague. Après avoir pris le soin d'exprimer ses condoléances aux familles des migrants décédés le 11 février, il revient sur l'opération Triton : « L'opération européenne « Triton », opération sous l'égide de Frontex et couvrant les zones essentielles en Méditerranée centrale, souligne la détermination commune des Etats membres d'éviter les naufrages. » Selon Asselborn, le déploiement d'une opération telle que Mare Nostrum relève « d'une décision souveraine nationale de l'Italie ». Il annonce un engagement du Luxembourg pour « renforcer le respect des obligations » en matière de protection et de sauvetage en mer, durant la présidence luxembourgeoise du Conseil européen, et soutient un renforce-

ment des moyens mis à disposition de Frontex.

### Le rôle de Frontex

Une réponse qui ne satisfait pas Justin Turpel de déi Lénk. Pour lui, le problème est qu'Asselborn essaye de combiner deux choses irréconciliables : l'aspect humanitaire et les « obligations internationales » du Luxembourg. « Mare Nostrum était une mission humanitaire destinée à sauver les migrants en difficulté, tandis que l'objectif premier de Triton est de sécuriser les frontières extérieures de l'Union européenne », dit-il. « L'agence Frontex, qui mène l'opération Triton, est le symbole de l'Europe forteresse », explique-t-il ensuite, « son but n'est pas de sauver des migrants, mais de veiller à ce que personne ne passe les frontières extérieures de l'Europe. » Dans ce sens, renforcer les moyens mis à disposition de Frontex n'est pas la solution du problème pour le député, qui juge l'attitude du gouvernement luxembourgeois « irresponsable ».

Pour Frontex, dont le siège se trouve à Varsovie en Pologne, la responsabilité de la mort des migrants incombe clairement aux passeurs : « Mettre des centaines de personnes dans des bateaux gonflables pendant une tempête, et alors que les vagues atteignent plusieurs mètres et qu'il fait froid, c'est les envoyer à une mort certaine », constate Ewa Moncure, porte-parole de l'agence. « Frontex a une mission clairement définie, qui est le contrôle des frontières », rappelle-t-elle, « mais quand des appels au secours sont lancés, nous intervenons nos patrouilles afin de venir

en aide. Nous participons à toutes les opérations de secours. »

« Nous avons déjà fait part de nos préoccupations quand Mare Nostrum a pris fin », dit aussi Carine Rustom, représentante du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) au Luxembourg. « Le fait qu'on ait mis fin à cette opération sans opération similaire pour la remplacer était une erreur tragique », affirme-t-elle. Pour elle comme pour Justin Turpel, les opérations Mare Nostrum et Triton sont fondamentalement différentes : alors que la première avait comme objectif premier de sauver des vies à travers des missions de recherche et de sauvetage systématiques, la deuxième aurait comme seul but la protection des frontières. Si le HCR a salué l'initiative italienne, Rustom estime qu'une réponse commune doit venir de l'Europe. Des « actions concertées au niveau européen, basées sur la solidarité », seraient indispensables. D'ailleurs, le HCR a dressé une liste de 12 propositions de mesures concrètes allant dans ce sens\*.

### Dissuasion contre sauvetage

A la question de savoir si l'opération Triton constitue déjà un échec, Catherine Teule, vice-présidente de l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme (AEDH), rétorque : « Je n'ai pas pensé une seconde que Triton allait permettre de sauver des vies. » Les événements du 9 février sont « un drame annoncé » et d'autres suivront, dit-elle. « Tant que la situation internationale est telle qu'elle est actuellement, les flux migratoires ne vont pas diminuer. » En même temps, pour la vice-prési-

dente de l'AEDH, il n'y a pas de raison pour que l'Italie seule mène les opérations de sauvetage. « Ne pas ouvrir de voies légales » aux réfugiés venant de pays en guerre civile constitue un crime, pour Catherine Teule, qui estime que l'Union européenne est responsable de la mort des milliers de migrants qui laissent leur vie tous les ans en essayant de rejoindre l'Europe. « Quand on nous dit que l'opération Triton va sauver des vies, on part du principe de la dissuasion », explique-t-elle. « Mais la situation dans les pays d'origine est telle que, de toute façon, les gens partiront. » Par tous les moyens, que le trajet soit plus ou moins dangereux. « Dès lors, interdire l'arrivée sur le territoire européen est un acte criminel », clarifie Teule.

Pour Justin Turpel, il s'agit maintenant de lancer le débat sur la position du Luxembourg sur cette question. A travers une motion qui pourrait être déposée au parlement, par exemple : « Le temps presse et nous ne pouvons pas attendre la présidence luxembourgeoise du Conseil », résume le député. En espérant que cela attirera l'attention des parlementaires... La dernière motion destinée à renforcer les droits fondamentaux des réfugiés et migrants, déposée par déi Lénk en juin 2014, n'avait même pas été discutée au sein de la commission en charge du dossier. Ce qui « montre bien à quel point les députés luxembourgeois s'intéressent au sujet », selon Turpel.

\* Les 12 propositions du HCR : <http://www.unhcr.fr/54902f056.pdf>